

NON AU SNU !

LE SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

QUE LE GOUVERNEMENT VEUT RENDRE OBLIGATOIRE POUR LES JEUNES DE 16 ANS !

Une opération de soumission de la jeunesse : il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes... Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société. Cette volonté de soumission passe aussi par un contrôle renforcé, notamment à travers la mise en fiches de tous les jeunes de 16 à 25 ans ; on sait comment ce genre de fichier peut être utilisé ! Volonté de soumission, enfin, car elle ne reconnaît comme « engagement » des jeunes que les dispositifs étatiques. En cas de refus du SNU, les jeunes sont exposés à une exclusion sociale : impossibilité de passer le permis de conduire, de concourir à des examens (BAC, etc.) ou des concours de la Fonction publique...

La remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses : les jeunes du SNU seront utilisé/es pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employé/es qui ont un salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs. Avec le SNU, chaque année, 800 000 jeunes seront exploité/es, sans aucun de ces droits, pour des durées variables ; ils et elles seront très vivement encouragé.e.s à poursuivre leur « engagement volontaire » par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

ABROGATION DU SNU !

RÉUNION PUBLIQUE :

NI UNIFORME NI CONFORME ! NON AU SNU !

SAMEDI 11 DÉCEMBRE – 14 H 30

MJC ROUEN-RIVE GAUCHE

PLACE DE HANOVRE

MÉTRO - LIGNE F1 - LIGNE 6 : ARRÊT SAINT-SEVER

PROJECTION DU DOCUMENTAIRE :

SNU : EMBRIGADEMENT DES JEUNES ?

ÉCHOS MÉDIATIQUES

EN PRÉSENCE DE SON RÉALISATEUR,
BERNARD BAISSAT (DE L'UNION PACIFISTE)

ENTRÉE LIBRE

**PREMIERS SIGNATAIRES : LIBRE PENSÉE - FÉDÉRATION ANARCHISTE
UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE -**

Des dépenses considérables : 2 milliards €/an, selon un rapport sénatorial de 2017. Ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Éducation, qu'aux mains des militaires !

Le renforcement de la militarisation. Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, et dans diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, ni de remise en cause du rôle de l'armée.

Le gouvernement nous dit : il faut que les jeunes s'engagent. Mais c'est déjà le cas !

Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc.

Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager !

Comment peut-on parler d'apprendre la citoyenneté, lorsqu'on confie l'encadrement à l'armée (qui, par ailleurs, n'était pas demandeuse) ?

